ments. Il a également présenté un bill traitant des substances dangereuses et il vient tout juste de présenter un autre bill modifiant la loi des compagnies en vue d'y insérer de nouvelles dispositions touchant la divulgation de renseignements, et ainsi de suite. Le ministre a établi la Commission des prix et il a en préparation deux autres bills fort importants: un touchant les normes d'emballage et d'étiquetage, l'autre modifiant la loi relative aux enquêtes sur les coalitions. Ce qui fait un total de sept mesures importantes dont le ministre de la Consommation et des Corporations s'est occupé depuis sa nomination l'été dernier. C'est un dossier enviable.

M. Paproski: Le ministre mange même un sandwich au bœuf.

M. Allmand: Il est regrettable, monsieur l'Orateur, que les discours des députés d'en face ne soient pas aussi bons que les remarques qu'ils lancent pendant que d'autres ont la parole.

En signalant certaines des difficultés à résoudre les problèmes de l'inflation et des hausses de prix, permettez-moi de citer le rapport du comité sur le crédit au consommateur qui a été déposé à la Chambre le 20 avril 1967. Le rapport est l'œuvre du comité que présidait le ministre actuel et qui avait reçu alors le soutien unanime de tous les partis. Je cite un paragraphe de la page 4, qui se lit comme suit:

Une bonne partie des témoignages spécialisés des économistes appartenant tant à l'université qu'à la fonction publique souligne le fait que l'augmentation du coût de la vie qu'on a observée au Canada au cours des dernières années est un phénomène complexe. Plusieurs influences se sont manifestées et celles-ci ont occasionné à leur tour des réactions en chaîne qui en fin de compte se sont insinuées dans l'économie et ont eu une influence soutenue sur certains prix et sur le niveau général des prix.

Voici un paragraphe de la page 5:

Ce processus compliqué...

Il s'agit de celui de la hausse des prix et de l'inflation croissante.

... est quelquefois trop simplifié et on essaie d'attribuer une hausse de prix générale uniquement à un groupe particulier tel que les syndicats, le commerce, les financiers, les agriculteurs, les profiteurs et même les consommateurs. Les preuves présentées à votre comité ne supportent pas une opinion si peu nuancée. Il est instructif de noter que la tendance des prix à la consommation au Canada et aux États-Unis a suivi une courbe analogue.

La courbe montre que pendant un certain temps la tendance des prix au Canada a suivi celle des États-Unis. A ses séances, le comité a entendu les témoignages de nombreux économistes et experts sur les causes des augmentations des prix et sur les solutions possibles. Aucun de ces économistes n'a prétendu

[M. Allmand.]

que la solution résidait dans le contrôle des prix. A chaque expert qui a comparu devant le comité et auquel nous avons demandé si la solution résidait dans le contrôle des prix, ils ont presque tous répondu que si l'on cherchait à remédier à l'inflation au moyen du contrôle des prix, en fait, on s'attaquait aux symptômes et non à la cause du mal. Autrement dit, on ne résoudra pas vraiment le problème qui se pose au consommateur canadien en contrôlant un ou plusieurs domaines de prix, car cela déclencherà une réaction en chaîne qui nuira à la production. A la longue, le consommateur sera privé du produit en cause ou la pression inflationniste se répercutera sur d'autres produits et d'autres domaines.

• (8.40 p.m.)

Je voudrais citer un passage du cinquième Exposé annuel du Conseil économique du Canada où l'on traite de la stabilité des prix. Je recommande aux membres des partis de l'opposition de lire ce rapport parce qu'il renferme plusieurs propositions en vue d'assurer la stabilité des prix. Le gouvernement a donné suite à la majorité d'entre elles mais aujourd'hui, à ma connaissance, les membres des partis de l'opposition n'en ont traité aucune. A la page 213 de l'Exposé, daté de septembre 1968, on lit:

L'une des principales conclusions de cet Exposé était qu'aucune politique en particulier ne peut offrir une solution simple et rapide à l'instabilité des prix et des coûts. Il faut mettre en œuvre tout un ensemble de politiques.

A la page 214 de l'Exposé on trouve le passage suivant:

Après avoir fait la juste part de l'influence des variations des prix et des coûts à l'étranger, sur lesquelles le Canada a peu de prise et dont il ne peut pas s'isoler complètement, nous tenons à mentionner cinq facteurs dont il faudra tenir compte dans l'établissement d'une politique visant à rendre l'objectif de la stabilité des prix aussi compatible que possible avec les autres grands objectifs économiques et sociaux que nous avons posés. Ce sont:

- 1) les «grands leviers» de commande de l'économie en ce qui a trait à la demande—les politiques monétaire et fiscale;
- 2) un groupe non moins important de politiques au sujet de l'offre;
- 3) un certain nombre de politiques spéciales orientées vers la solution de problèmes particuliers;
- 4) une connaissance plus approfondie et une meilleure compréhension de la question des prix et des coûts de la part de la population, et
- 5) les politiques commerciales et douanières.

Telles sont les cinq solutions proposées par le Conseil économique du Canada. La première concerne les politiques monétaire et financière. J'estime que le ministre des Finances (M. Benson) et son prédécesseur ont tenté, dans les deux ou trois derniers budgets, d'utiliser ces moyens pour combattre l'inflation. Les résultats du ministre des Finances à cet égard valent ceux obtenus dans n'importe